
Écrit avant le 26 juin (9 juillet) 1913

1913

Œuvres, t. 19, pp. 255-263

*Publié pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine
III*

Téléchargement fichier zip (compressé)



Cliquer sur le format de contenu désiré

Lénine

THÈSES SUR LA QUESTION NATIONALE [\[1\]](#)

1. Le paragraphe de notre programme (sur la libre disposition des nations) ne peut recevoir aucune autre interprétation que celle de la libre disposition *politique*, c'est-à-dire du droit de se séparer pour former un Etat indépendant.

2. Pour les social-démocrates de Russie, ce point du programme social-démocrate est *absolument* indispensable :

(a) tant au nom des principes fondamentaux de la démocratie en général ;

(b) qu'en raison de l'existence sur le territoire de la Russie (*et qui plus est à sa périphérie*) d'un certain nombre de nations marquées par des conditions d'économie, de mode de vie, etc., fortement distinctes ; de plus ces nations (comme toutes celles de la Russie à l'exception des Grands-Russes [\[2\]](#)) sont incroyablement opprimées par la monarchie tsariste ;

(c) enfin, en raison du fait que, dans toute l'Europe orientale (Autriche et Balkans) et en Asie, c'est-à-dire dans les pays limitrophes de la Russie, la transformation démocratique bourgeoise des Etats, soit n'est pas achevée, soit vient à peine de commencer ; or, cette transformation a conduit partout dans le monde, dans une mesure plus ou moins grande, à la création d'Etats nationaux indépendants, ou d'Etats formés des nationalités les plus proches et les plus apparentées entre elles.

(d) La Russie est aujourd'hui le pays dont le régime politique est le plus arriéré et le plus réactionnaire, comparé à celui de *tous* les pays qui l'entourent, depuis l'Autriche à l'Ouest, où les bases de la liberté politique et du régime constitutionnel se sont consolidées depuis 1867, et où le suffrage universel est maintenant instauré, jusqu'à la Chine républicaine à l'Est. C'est pourquoi les social-démocrates de Russie doivent insister, au cours de toute leur propagande, sur le droit de chaque nationalité à constituer un Etat séparé ou à choisir librement l'État au sein duquel elle veut vivre.

3. Comme la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, il faut que les social-démocrates :

(a) manifestent une hostilité sans réserve envers tout emploi de la violence, sous quelque forme que ce soit, par une nation dominante (ou formant la majorité de la population) contre une nation désirant se séparer en Etat distinct ;

(b) exigent que la question de cette séparation soit réglée sur la base exclusive d'un vote de la population du territoire par un scrutin universel, direct, égal et secret ;

(c) mènent une lutte sans relâche, aussi bien contre les partis cent-noirs et octobristes [3] que contre les partis bourgeois libéraux («progressistes» [4], cadets, etc.) à chaque fois que ceux-ci défendent ou admettent l'oppression nationale en général, ou nient le droit des nations à la libre disposition en particulier.

4. Le fait que la social-démocratie reconnaît le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, ne signifie nullement qu'elle renonce à porter son propre jugement sur l'opportunité pour telle ou telle nation, dans chaque cas particulier, de se séparer en un Etat distinct. Au contraire, les social-démocrates doivent porter un jugement qui leur appartienne en propre, en tenant compte aussi bien des conditions du développement du capitalisme et de l'oppression des prolétaires des diverses nations par la bourgeoisie de toutes nationalités réunie, que des objectifs d'ensemble de la démocratie, et au tout premier chef, des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme.

De ce point de vue, le fait suivant mérite tout particulièrement d'être pris en considération. Il existe en Russie deux nations que toute une série de conditions, liées à l'histoire et au genre de vie, ont rendues plus civilisées et plus individualisées que les autres ; elles pourraient mettre en pratique, de la façon la plus aisée et la plus «naturelle» que soit, leur droit à la séparation. Ce sont la Finlande et la Pologne. L'expérience de la révolution de 1905 a montré que, même dans ces deux nations, les classes dominantes, grands propriétaires et bourgeoisie, renient la lutte révolutionnaire pour la liberté et cherchent à se rapprocher des

classes dominantes de Russie et de la monarchie tsariste, par peur du prolétariat révolutionnaire de Finlande et de Pologne.

C'est pourquoi la social-démocratie doit mettre en garde avec la plus grande énergie le prolétariat et les classes laborieuses de toutes nationalités, contre les mots d'ordre nationalistes à l'aide desquels «leur» bourgeoisie ne fait que les tromper ; avec ses discours douceâtres ou fougueux sur la «patrie», elle s'efforce de *diviser* le prolétariat et de *détourner son attention* de ses agissements à elle, la bourgeoisie, et de l'alliance à la fois politique et économique qui l'unit à la bourgeoisie des autres nations et à la monarchie tsariste.

Le prolétariat ne peut ni mener la lutte pour le socialisme, ni défendre ses intérêts économiques quotidiens, sans l'union la plus étroite et la plus complète entre les ouvriers de toutes les nations au sein de toutes les organisations ouvrières sans exception.

Le prolétariat ne peut pas conquérir la liberté autrement qu'en menant la lutte révolutionnaire pour le renversement de la monarchie tsariste et son remplacement par une république démocratique. La monarchie tsariste exclut la liberté et l'égalité en droits des nationalités ; de plus, elle est le principal rempart de la barbarie, de la brutalité et de la réaction, en Asie comme en Europe. Et la seule force capable de renverser cette monarchie, c'est le prolétariat uni de toutes les nations de Russie qui entraîne, parmi les masses laborieuses de toutes les nations, les éléments démocratiques conséquents et aptes à la lutte révolutionnaire.

C'est pourquoi l'ouvrier qui place l'union politique avec la bourgeoisie de «sa» nation au-dessus de l'unité complète avec les prolétaires de toutes les nations agit contre son propre intérêt, contre l'intérêt du socialisme et contre l'intérêt de la démocratie.

5. La social-démocratie qui lutte pour un régime d'Etat démocratique conséquent réclame une égalité en droits absolue des nationalités et combat tous privilèges, quels qu'ils soient, favorisant une ou plusieurs nationalités.

En particulier, la social-démocratie rejette la langue «officielle» . Celle-ci est spécialement superflue en Russie, car plus des sept dixièmes de sa population appartiennent à la famille des peuples slaves, qui, s'il existait un enseignement libre dans un Etat libre, parviendraient sans difficulté, en raison des exigences de la circulation économique, à se comprendre sans qu'il existe aucun privilège «officiel» en faveur de l'une des langues.

La social-démocratie exige que les vieilles subdivisions administratives de la Russie, instituées par les grands propriétaires féodaux et les fonctionnaires de l'Etat

autocratique et féodal, soient remplacées par des subdivisions fondées sur les exigences de la vie économique contemporaine et mises en accord, dans la mesure du possible, avec l'effectif national de la population.

Toutes les régions de l'Etat qui se distinguent par des particularités dans le mode de vie ou par l'effectif national de leur population doivent bénéficier de larges pouvoirs administratifs propres et de l'autonomie, jouir d'institutions basées sur le suffrage universel et égal, à scrutin secret.

6. La social-démocratie réclame la promulgation d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat et sauvegardant les droits de toute minorité nationale en quelque lieu de l'Etat que ce soit. Aux termes de cette loi, toute mesure à l'aide de laquelle la majorité nationale tenterait de créer un privilège national à son profit ou de réduire les droits de la minorité nationale (dans le domaine de l'enseignement, de l'usage de telle ou telle langue, du budget, etc.) doit être déclarée nulle et non avenue, et l'application de cette mesure doit être interdite sous peine de sanctions.

7. La social-démocratie désapprouve le mot d'ordre d'«autonomie nationale culturelle» (ou simplement «nationale»), ainsi que les projets tendant à la réaliser. En effet, ce mot d'ordre (1) est absolument contraire à l'internationalisme de la lutte de classe du prolétariat, - (2) aide à entraîner le prolétariat et les masses laborieuses dans la sphère d'influence des idées du nationalisme bourgeois, - (3) peut détourner de la tâche de transformation démocratique conséquente de l'Etat tout entier, transformation qui peut seule assurer (dans la mesure où cela est en général possible en régime capitaliste) la paix nationale.

En raison de l'acuité particulière prise par la question de l'autonomie nationale culturelle parmi les social-démocrates, voici quelques éclaircissements sur cette thèse.

(a) Du point de vue de la social-démocratie, il est inadmissible de lancer, que ce soit directement ou indirectement, le mot d'ordre de culture nationale. Ce mot d'ordre est erroné, car toute l'existence économique, politique et intellectuelle de l'humanité s'internationalise sans cesse davantage, même en régime capitaliste. Le socialisme l'internationalisera intégralement. La culture internationale que le prolétariat de tous les pays crée dès aujourd'hui d'une manière systématique ne s'approprie pas la totalité d'une «culture nationale» (de quelque collectivité nationale que ce soit), mais prend *exclusivement* dans *chaque* culture nationale ses éléments démocratiques et socialistes conséquents.

(b) Il n'existe dans les programmes de la social-démocratie sans doute qu'un seul exemple de point se rapprochant, timidement il est vrai, du mot d'ordre de culture nationale : il s'agit du paragraphe 3 du programme de Brünn des social-

démocrates autrichiens, qui dit : «Toutes les régions d'une même nation dotées de pouvoirs administratifs propres forment une entité nationale qui règle ses affaires nationales en toute autonomie.»

C'est un mot d'ordre de compromis, car il n'y a pas là l'ombre d'une autonomie nationale exterritoriale (personnelle). Mais ce mot d'ordre est lui aussi erroné et nuisible, car ce n'est nullement l'affaire des social-démocrates de Russie de réunir en une seule nation les Allemands de Lodz, de Riga, de Pétersbourg et de Saratov. Notre affaire est de lutter pour la démocratie complète et l'abolition de *tous* les privilèges nationaux, afin que les ouvriers allemands de Russie s'unissent aux ouvriers de toutes les autres nations pour sauvegarder et développer la culture internationale du socialisme.

A plus forte raison est erroné le mot d'ordre d'autonomie nationale exterritoriale (personnelle), comportant (suivant le plan des partisans conséquents de ce mot d'ordre) l'institution de parlements nationaux et de secrétaires d'Etat nationaux (O. Bauer et K. Renner). Contraires à toutes les conditions économiques des pays capitalistes, n'ayant été expérimentées dans aucun Etat démocratique du monde, de telles institutions sont une rêverie opportuniste de ceux qui ont perdu tout espoir de voir créer des institutions démocratiques conséquentes et qui cherchent une issue aux querelles nationales de la bourgeoisie dans un particularisme artificiel réunissant le prolétariat et la bourgeoisie de chaque nation sur certaines questions (les questions «culturelles»).

Les circonstances obligent parfois les social-démocrates à se soumettre momentanément à telle ou telle solution de compromis ; mais ce ne sont pas des solutions de compromis que nous devons emprunter aux autres pays, ce sont des solutions social-démocrates conséquentes. Quant à emprunter l'infructueuse tentative autrichienne de compromis, cela est d'autant plus stupide aujourd'hui que, même en Autriche, elle a subi une faillite totale, puisqu'elle a abouti au séparatisme et à la scission des social-démocrates tchèques.

(c) L'histoire du mot d'ordre d'« autonomie nationale culturelle » en Russie montre qu'il a été adopté par *tous* les partis bourgeois juifs sans exception, et *seulement* par les partis juifs ; le Bund leur a emboîté le pas sans aucune critique, tout en rejetant avec illogisme l'idée d'un parlement (d'une diète) national juif et de secrétaires d'Etat nationaux juifs. Or, même ceux des social-démocrates européens qui admettent ou qui prônent le mot d'ordre hybride d'autonomie nationale culturelle, reconnaissent qu'il est totalement irréalisable pour les Juifs (O. Bauer et K. Kautsky). «Les Juifs de Galicie et de Russie sont une caste plutôt qu'une nation, et les tentatives faites pour constituer la communauté juive en nation sont des tentatives de perpétuation d'une caste» (K. Kautsky).

(d) Dans les pays civilisés, nous constatons que la paix nationale est obtenue de manière assez complète (relativement) en régime capitaliste *uniquement* lorsque l'esprit démocratique est appliqué *au maximum* dans toute l'organisation et l'administration de l'Etat (Suisse). Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent (république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, etc.) unissent le prolétariat, les masses laborieuses et, en général, tous les éléments avancés de chaque nation au nom de la lutte pour des conditions interdisant tout privilège national, si minime soit-il, alors que le mot d'ordre «autonomie nationale culturelle» préconise le particularisme des nations dans le domaine scolaire (ou «culturel» en général), particularisme parfaitement compatible avec le maintien des fondements des privilèges de toute sorte (y compris nationaux).

Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent réalisent la *fusion* du prolétariat et de la démocratie avancée de toutes les nations (ces couches n'ont pas besoin que les éléments démocratiques des nations se singularisent, mais qu'ils s'unissent sur tous les terrains, y compris le terrain scolaire), tandis que le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle sème la *division* dans le prolétariat des différentes nations, en le rattachant aux éléments réactionnaires et bourgeois de chacune.

Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent se heurtent à l'opposition implacable des réactionnaires et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire de toutes les nations, tandis que le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle est jugé très acceptable par les réactionnaires et les bourgeois contre-révolutionnaires de certaines nations.

8. Ainsi, tout l'ensemble des conditions économiques et politiques de Russie exige de la social-démocratie qu'elle pratique inconditionnellement la *fusion* des ouvriers de toutes nationalités au sein de *toutes* les organisations prolétariennes sans exception (politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc., etc.). Pas de fédération dans la structure du Parti, pas de constitution de groupes social-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans *toutes* les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du Parti.

9. L'expérience de l'histoire du P.O.S.D.R., longue de plus de dix ans, confirme les thèses ci-dessus. Le Parti naît en 1898 en tant que Parti «de Russie» c'est-à-dire parti du prolétariat de toutes les nationalités de Russie. Il reste Parti «de Russie» quand, en 1903, le Bund s'en sépare, après que le Congrès du Parti a rejeté la prétention du Bund à être reconnu comme le représentant *unique* du prolétariat juif. En 1906-1907, la vie rend pleinement évident le manque de fondement de cette

prétention : en grand nombre, les prolétaires juifs continuent de prendre part dans un esprit unitaire à l'activité social-démocrate commune dans une série d'organisations locales, et le Bund revient au Parti. Le Congrès de Stockholm, (1906) [5] rassemble aussi les social-démocrates polonais et lettons, qui se placent sur le terrain de l'autonomie *territoriale* ; par ailleurs, le Congrès n'admet pas le principe de la fédération, et exige l'union sur le plan local entre social-démocrates de toutes nationalités. Ce principe est mis en pratique durant de longues années dans le Caucase, il est mis en pratique à Varsovie (ouvriers polonais et soldats russes), à Vilno (ouvriers polonais, lettons, juifs et lituaniens), à Riga : dans ces trois derniers centres, il est pratiqué *contre* le Bund, séparatiste, qui s'est détaché. En décembre 1908, le P.O.S.D.R. réuni en conférence adopte une résolution spéciale, confirmant l'exigence de l'*unité* entre ouvriers de toutes nationalités *selon un principe autre* que celui de la fédération. La non-application scissionniste de la décision du Parti par les séparatistes bundistes aboutit à la faillite de toute cette «fédération du pire type» [6], rapproche les bundistes des séparatistes tchèques et réciproquement (cf. Kossovski dans *Nacha Zaria* [7] et l'organe des séparatistes tchèques, *Der Cechoslavische Sozialdemokrat*, 1913, n° 3, article sur Kossovski), et, enfin, à la conférence liquidatrice d'août 1912, elle suscite une tentative des séparatistes bundistes et des liquidateurs, ainsi que d'une partie des liquidateurs du Caucase, pour introduire *subrepticement* dans le programme du Parti l'«autonomie nationale culturelle», *sans que celle-ci soit défendue quant au fond* !

Les ouvriers social-démocrates révolutionnaires de Pologne, comme ceux de Lettonie et du Caucase, gardent toujours le point de vue de l'autonomie territoriale et de l'*unité* des ouvriers social-démocrates de toutes les nations. La scission bundiste-liquidatrice et l'alliance du Bund avec des non-social-démocrates à Varsovie mettent à *l'ordre du jour*, pour tous les social-démocrates, l'ensemble de la question nationale, sous l'angle à la fois de sa portée théorique et de l'œuvre d'édification du Parti.

Les solutions de compromis ont été justement ruinées par ceux qui les ont pratiquées à l'encontre de la volonté du Parti, et, plus fort que jamais, retentit l'exigence de l'unité entre les ouvriers social-démocrates de toutes nationalités.

10. Le nationalisme brutal et ultra-réactionnaire de la monarchie tsariste, auquel s'ajoute le regain d'activité de tous les nationalismes *bourgeois*, grand-russe (M. Strouvé, la Rousskaïa Molva [8], les «progressistes» etc.), ukrainien, polonais (l'antisémitisme de la «national-démocratie» [9]), géorgien, arménien, etc.: ces faits exigent impérieusement des organisations social-démocrates, dans tous les coins de la Russie, qu'elles consacrent une attention plus grande qu'auparavant à la question nationale et qu'elles élaborent à cet effet des solutions marxistes conséquentes, dans l'esprit d'un internationalisme rigoureux et de l'unité des prolétaires de toutes les

nations.

(a) Le mot d'ordre de culture nationale est erroné ; il ne traduit que l'étroitesse bourgeoise dans la conception de la question nationale. Culture internationale.

(b) Perpétuation de la division nationale et pratique d'un nationalisme raffiné - jonction, rapprochement, brassage des nations et expression des principes d'une culture *autre*, internationale.

(c) Désespoir du petit bourgeois (lutte vaine contre les querelles nationales) et crainte des transformations démocratiques radicales et du mouvement socialiste - seules les transformations démocratiques radicales peuvent créer la paix nationale dans les Etats capitalistes, et seul le socialisme peut mettre fin aux querelles nationales.

(d) Les curies nationales dans le domaine scolaire [10].

(e) Les Juifs.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1] Les *Thèses sur la question nationale* furent rédigées par Lénine lorsqu'il préparait ses conférences consacrées à la question nationale. Il les lut les 9, 10, 11 et 13 juin 1913 à Zurich, Genève, Lausanne et à Berne. Ces conférences réunirent les bolchéviks et des groupements d'émigrés représentant d'autres partis socialistes. [N.E.]

[2] Les *Grands-Russes*, appellation officielle des Russes sous le régime tsariste par opposition aux Ukrainiens appelés péjorativement Petits-Russes. [N.E.]

[3] *Octobristes*, membres du parti des octobristes («Union du 17 octobre»), fondé en Russie après la publication du manifeste du tsar le 17(30) octobre 1905. Parti contre-révolutionnaire défendant les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui organisaient leurs exploitations sur un pied capitaliste. Les octobristes soutenaient pleinement la politique intérieure et extérieure du tsarisme. Arrivé au pouvoir après la révolution démocratique bourgeoise de Février, le parti des octobristes lutte activement contre la révolution socialiste imminente. Le leader du parti Goutchkov fut le ministre de la Guerre du premier Gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre les octobristes luttèrent contre le pouvoir des Soviets. [N.E.]

[4] *Progressistes*, groupement politique de la bourgeoisie monarchiste libérale qui aussi bien aux élections aux Doumas qu'à l'intérieur de ces dernières cherchait à unir sous le mot d'ordre «sans-parti» des éléments de divers partis et groupes de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers

En novembre 1912 les progressistes formèrent un parti politique qui prônait comme programme une constitution modérée avec un cens sévère, de menues réformes, un gouvernement responsable devant la Douma, l'écrasement du mouvement révolutionnaire

Pendant la première guerre mondiale, les progressistes se montrent très actifs, ils exigent la révocation des chefs militaires, la reconversion de l'industrie sur le pied de guerre, un «ministère responsable» avec la participation de représentants de la bourgeoisie. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février, certains leaders du parti entrèrent dans le gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre les progressistes luttèrent contre le pouvoir des Soviets. [N.E.]

[5] Il s'agit du IVe Congrès (d'unification) du P.O.S.D.R. [N.E.]

[6] «*Fédération du pire type*», la conférence de Prague de 1912 qualifia ainsi les relations existant entre le P.O.S.D.R. et les organisations social-démocrates nationales depuis le IVe Congrès (d'unification). Tout en faisant partie du P.O.S.D.R. les organisations social-démocrates de Pologne, Lituanie et Lettonie et le Bund menaient une politique tout à fait indépendante de celle du parti. Leurs représentants s'abstenaient de prendre part au travail du parti dans l'ensemble de la Russie et contribuaient directement ou indirectement aux menées antiparti des liquidateurs. [N.E.]

[7] *Nacha Zaria* (Notre aube), revue mensuelle des menchéviks liquidateurs qui a paru à Pétersbourg de 1910 à 1914. Elle fut un des pôles d'activité des liquidateurs russes. [N.E.]

[8] *Rousskaïa Molva* (la Rumeur russe), organe quotidien des progressistes, parti de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, fondé en 1912. Le journal a paru à Pétersbourg de 1912 à 1913. [N.E.]

[9] *National-démocratie* (parti des Narodowaja fondé en 1897), principal parti réactionnaire et nationaliste de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers polonais, étroitement lié à l'Eglise catholique. Tout en prêchant les mots d'ordre d'«harmonie de classes» et d'«intérêts nationaux», ses membres cherchaient à étendre leur emprise sur les masses populaires et à les entraîner dans le sillage de leur politique réactionnaire. Prônant le nationalisme et le chauvinisme à outrance comme moyen de lutte contre le mouvement socialiste et démocratique du peuple polonais, les «narodowy» tentèrent de l'isoler du mouvement révolutionnaire russe. Pendant la première guerre mondiale ils soutinrent sans réserve les puissances de l'Entente, mettant tous leurs espoirs dans la victoire de la Russie tsariste, l'unification des terres polonaises, annexées par l'Autriche et l'Allemagne, et l'octroi à la Pologne de l'autonomie dans le cadre de l'Empire de Russie. Après la chute du tsarisme les «démocrates populaires» adoptèrent une orientation profrançaise. [N.E.]

[10] Il s'agit de l'organisation de l'école d'après le principe des nationalités, revendication essentielle du programme nationaliste d'«autonomie nationale culturelle» [N.E.]

